

Édition des cahiers de doléances/cahiers citoyens 2018-2019 pour la Charente-Maritime

par Marie-Anne Chabin, 2024

Angoulins

code INSEE : 17010

3 995 habitants

Communauté d'agglomération de La Rochelle



Original aux Archives départementales de Charente-Maritime (4275W8) ; copie numérique aux Archives nationales.

Forme : cahier d'écolier petit format à spirale, petits carreaux, 100 p.

Couverture : feuille blanche collée avec logo de la commune « Angoulins-sur-Mer » et titre : Registre des doléances 2019.

Au verso, avertissement collé : « Veuillez bien, si vous voulez que votre avis ou votre proposition soient pris en compte, à mentionner précisément votre nom et votre adresse. Dans le cas contraire, nous ne pourrions les transmettre »

1^{ère} page : « Cahier ouvert et mis à disposition 20/XII/2018 ».

Reçu à la préfecture le 21 février 2019.

24 contributions.

Pour en savoir plus : <https://www.marieannechabin.fr/cahiers-de-doleances-2018-2019/>

Je suis retraité depuis plus de 25 ans.

Depuis 10 ans, j'ai vu mon pouvoir d'achat régulièrement baisser, sous Sarkozy, Hollande et maintenant Macron.

Ca a été l'imposition du supplément familial de traitement pour 3 enfants et plus, les hausses d'impôt de Hollande, en particulier la nouvelle cotisation CASA, le calcul des augmentations de retraite sur la base de l'inflation au lieu des salaires, l'augmentation de la C.S.G. en 2018, le blocage des retraites et maintenant une augmentation de seulement 0,3 % en 2019 et 2020 alors que l'inflation est de l'ordre de 2 %.

Résultat, au moins 10 % de baisse de mon pouvoir d'achat.

Ⓜ Que ceux qui gagnent leur fortune en France (GAFAM, grands patrons etc...) paient leurs impôts en France. La lutte contre l'évasion fiscale doit devenir une priorité. Les sommes perdues, faramineuses, ainsi recouvrées permettraient à elles seules de rétablir le budget de la nation.

Vers une sixième république ?

Débatte ? Mais de quoi au juste ? De la nécessité de combattre toutes les inégalités qui gangrènent depuis fort longtemps la société française ; qu'elles soient financières, fiscales, voire politiques... De mieux rétribuer le travail, de taxer un peu plus le capital, de stopper et combattre aussi bien l'évasion que l'optimisation fiscales... De la nécessité de favoriser réellement l'égalité

TVA : devrait être baissée pour les produits de 1^{ère} nécessité et augmentée pour les produits de luxe.

Taxe sur les transactions financières à 0,1% des opérations.

Salaires des très hauts fonctionnaires et avantages : à réduire.

Referendum. A respecter, Pas comme Sanku avec l'Europe "

MA CONTRIBUTION AUX CAHIERS DE DOLEANCES

Tous les plans sur la comète peuvent être envisagés, les plus réalistes, comme les plus utopiques, mais une question me taraude depuis cinquante ans : quelle terre allons nous laisser aux générations futures ? Aucun combat aux côtés de mes amis d'hier et de mon compagnon de toujours n'a servi à faire bouger les choses : les méfaits du capitalisme qui broient l'homme et la nature n'ont fait qu'enfler au fil du temps. Grande débandade en vue...

Règles appliquées pour l'édition des contributions

Les contributions ont été numérotées de 1 à N. La forme (manuscrite ou dactylographiée) est indiquée, ainsi que le nombre de lignes sur le cahier original et le nombre de mots de la contribution. Il est précisé, quand l'information existe, si l'auteur est une femme, un homme ou un couple.

Les noms, prénoms, adresses et numéros de téléphone ne sont pas transcrits, en référence au Règlement européen pour la protection des données personnelles (RGPD). En revanche, les données relatives à l'âge et à la profession sont reprises quand elles existent. Si la contribution est datée, la date est indiquée. Si la contribution est signée, cela est indiqué également.

Afin de faciliter la lecture des contributions, l'orthographe a été corrigée mais la syntaxe a été respectée. L'usage des majuscules et de la ponctuation a été uniformisé. Le cas échéant, quelques ajouts ou commentaires apparaissent en italique entre [].

1. Manuscrit, 4 lignes, 31 mots (homme)

M^{eur} [Nom Prénom, Adresse]

J'aurais voulu savoir pourquoi dans les zones 30, alors que le code de la route stipule la priorité à droite dans Angoulins, il y a des stops et des balises ?

[Signature]

2. Manuscrit, 5 lignes, 32 mots

[Prénom NOM]

Triste n'est-il de constater que M. le maire et son équipe se révèlent incapables de faire respecter les règlements par eux-mêmes édictés.

À disposition me tiens-je.

Meilleurs vœux à toutes et tous.

[Signature]

3. Manuscrit, 11 lignes, 70 mots (homme)

[NOM Prénom, Adresse]

Le gouvernement pourrait-il favoriser la mobilité des salariés en demandant aux banques de faciliter le changement de domiciliation des emprunts bancaires.

Pourrait-il être possible de demander aux instances responsables de l'aménagement du territoire d'améliorer les relations transversales, aériennes, routières, en France métropolitaine ?

Peut-on envisager que les délais d'acquisition de biens immobiliers soient raccourcis afin que les transactions soient plus fluides et rapides, en rapport avec 1^{ère} question.

À suivre... [Signature]

4. Manuscrit, 23 lignes, 192 mots (femme)

Propositions

1- Procéder à une remise à plat de la fiscalité en étudiant le sort aujourd'hui injuste réservé aux célibataires.

2- Supprimer les SOUS-PRÉFETS d'arrondissement en maintenant sous l'autorité d'un secrétaire général les bureaux des sous-préfectures qui rendent des services de proximité. Le sous-préfet ne fonctionne qu'en vampirisant les services techniques de l'État (DDCS - DDPP- DDTM...). Reste un rôle de représentation purement symbolique qui a un coût exorbitant pour le contribuable : gel et entretien d'un patrimoine immobilier important à des fins de logement de fonction, mise à disposition de personnels (chauffeur, cuisinière voire jardinier).

3- Revoir le rôle des chambres régionales des comptes dont les avis doivent aujourd'hui être rendus exécutoires ; leur qualité, leur pertinence souvent, le justifieraient... de même que leur coût de fonctionnement.

4- Procéder à un strict encadrement des LOYERS. L'argent public, via les APL, n'a pas vocation à alimenter la voracité de propriétaires face à des locataires démunis.

5- Revoir le rôle du Conseil économique et social et surtout le mode de désignation de ses membres qui pourraient être volontaires et simplement indemnisés de leurs frais. La rente de situation se justifie ici moins qu'ailleurs.

[Prénom NOM], 7-01-19

5. Manuscrit, 3 lignes, 21 mots (femme)

[Prénom NOM, Adresse]

Que le mot <doléances> se change [en] propositions - suggestions - idées... ou autres mots constructeurs de la collaboration.

11.01.19. Je relaie. [Signature]

6. Manuscrit, 6 lignes, 36 mots

- Salaires et retraites indexés sur l'inflation.
- Problèmes immigration (référendum?).
- Impôts sur revenu : revoir grille pour que tous les Français payent des impôts.
- Revoir les salaires de nos chers élus (sauf maires)

7. Manuscrit, 6 lignes, 37 mots

- Suppression de la CSG.
- Augmentation des retraites.
- Remise de l'ISF.
- RIC à établir.
- M. Macron, nous ne sommes plus au temps de Germinal et des Misérables, le peuple étant souverain en France.

8. Manuscrit, 11 lignes, 76 mots

- Indexation pensions retraite sur l'inflation.
- Rétablissement de l'ISF.
- Suppression de la CSG sur les retraités.
- Rétablissement du 90 km/h sur les routes nationales et secondaires non dangereuses.
- Diminution des députés à l'Assemblée et du nombre de sénateurs.
- Diminution du train de vie de l'État.
- Référendum d'initiative populaire que les bulletins "blancs" soient pris en compte lors des votes.
- M. "JUPITER" devrait interrompre son arrogance et écouter son peuple.

[Signature]

9. Manuscrit, 30 lignes, 239 mots (homme)

[Nom Prénom, Adresse]

Le 14/01/2019

1/ Plus grande justice fiscale.

Retour de ISF, imposer les œuvres d'arts, les entreprises du CAC/40. Taux de TVA supérieur pour les produits de luxe, et réduire la TVA sur les produits de première nécessité, souvenons-nous de la TVA à 33,3 % sur les produits de luxe années 70. Supprimer les niches fiscales, non créatives d'emploi, revoir la CSG pour les retraités, "tous les retraités".

2/ Plus grande justice sociale.

Ajuster les retraites et les salaires en fonction du vrai coût de la vie, "revoir le calcul de celui-ci". Supprimer les nombreux avantages acquis pour les hauts fonctionnaires et ex-fonctionnaires. Respecter et reconnaître l'importance des élus locaux.

Rendre le service civil obligatoire, apprendre le respect de l'autre.

3/ Revoir nos flux migratoires inadaptés à nos services sociaux et notre démographie.

4/ Retour au 90 km/h et adapter les limitations de vitesse en fonction du lieu et de l'environnement ; laisser la décision aux hommes de terrain : maires, gendarmes, employés des voies [de] circulations, "les locaux" et non les hauts fonctionnaires d'État qui se font conduire, et + de transports en commun, + de services de proximité et d'utilité dans le milieu rural.

5/ Diminuer le train de vie de l'État, suppression institutions inutiles, suppression du Sénat, moins de hauts fonctionnaires. Présence obligatoire aux assemblées, "ils sont payés".

6/ Instituer la proportionnelle, le vote citoyen, en tenir compte et également tenir compte des conclusions de la Cour des comptes.

[Nom]

[Signature]

10. Manuscrit, 13 lignes, 85 mots (homme)

[Prénom NOM, Adresse]

- Recentrer les élus nationaux sur leurs responsabilités et l'absence totale de propositions pour réduire la dette en arrêtant de les payer dès lors que le budget est consommé. Exemple : au 8 novembre 2018, plus d'argent dans les caisses, les élus nationaux (577 députés, 348 sénateurs, 1758 conseillers régionaux, 4058 conseillers généraux, les 31 ministères) ne reçoivent plus aucune indemnité... comme cela se passerait dans une société bien gérée.
- Que laissons-nous à nos petits-enfants dans cette situation de vie au-dessus de nos moyens ?

[Signature] 18/01/19

11. Manuscrit, 11 lignes, 92 mots (homme, même que n° 1)

Augmentation des petites retraites et des petits salaires faire, respecter les lois et les gendarmes. Les 80 km/h sur les routes, inutile. Il y a trop de laxisme, aussi bien au point de vue communal que départemental et national car c'est bien beau de faire de la prévention mais il faut aussi de la répression, ne serait-ce que sur les papiers, les boîtes de boissons qui sont jetées n'importe où, les crottes de chien qui polluent partout, les gens qui téléphonent en voiture, en vélo et autre. Et remettre le respect d'autrui.

M^{eur} [Nom] 28-01-19

12. Manuscrit, 5 lignes, 37 mots

[NOM, P.] Le 28.01.19

- Il faut réduire le train de vie de l'État, les frais de fonctionnement, les dépenses inutiles.
- Augmenter la pouvoir d'achat.
- Remettre la vitesse à 90 sur certaines routes.
- Ne pas faire le RIC.

13. Manuscrit, 4 lignes, 33 mots

Juste vous dire, M. MACRON, que vous êtes la honte de la France, jamais un président de la République depuis plus de 50 ans a aussi peu considéré ses concitoyens. Quelle méprise. HONTEUX.

[Signature] 29/01/18 [sic]

14. Manuscrit, 18 lignes, 142 mots (homme)

- Révision de la Constitution (6^{ème} République).
- Introduction d'une part de proportionnalité.
- Rétablir ISF.
- Plus de CICE.
- Toutes les entreprises françaises paient des impôts en FRANCE.
- Casier judiciaire vierge pour tous les représentants de l'État / députés, Sénat, conseils généraux, maires), etc.
- Bilan de mi-mandat pour le président.
- Mettre en place le RIC.
- Train de vie de l'État à revoir.
- Arrêter de nous prendre jour des idiots avec la dette (les intérêts reviennent aux banques et les enrichissent).
- Référendum. À respecter ! Pas comme Sarko avec l'Europe.
- Arrêter les violences des CRS, de la Bac : "Le peuple a le droit de s'exprimer PACIFIQUEMENT". RESPECTONS LA LIBRE OPINION. C'EST RESPECTER LA DÉMOCRATIE. J'ARRÊTE LÀ.
- ARRÊTER LA MASCARADE de M. MACRON, Messieurs les Maires.
- AH J'OUBLIAIS : BENALLA EN PRISON

[P. NOM]

[Signature]

15. Manuscrit, 8 lignes, 43 mots

Que ceux qui gagnent leur fortune en France (GAFA, grands patrons, etc.) paient leurs impôts en France. La lutte contre l'évasion fiscale doit devenir une priorité. Les sommes perdues, faramineuses, ainsi recouvrées, permettraient à elles seules de rétablir le budget de la Nation.

[Signature]

16. Manuscrit, 8 lignes, 41 mots

Le 4.2.19

[P. Nom]

Suppression des avantages des anciens présidents, 1^{ers} ministres, ministres, députés, sénateurs.

Diminutions des avantages des élus en général.

Tout le monde doit se serrer la ceinture pour réduire les frais de fonctionnement, pas seulement le bas peuple et les classes moyennes.

17. Manuscrit, 13 lignes, 88 mots (femme)

Jeune mère ayant connu la violence physique et psychologique par la famille ou l'école, les lois concernant les enfants devraient être revues. Comme les peines pour les pédophiles ou violeurs ! Qu'ils soient emprisonnés à vie et non relâchés ou acquittés ! Que des caméras soient installées dans les lieux accueillant nos enfants : crèches, écoles, collèges... !

D'arrêter de nous taxer sur tout et créer une seule taxe et d'en fixer un montant égal pour tout le monde ! De loger en priorité les SDF et Français !

18. Manuscrit, 9 lignes, 64 mots (même que n° 16)

Nous connaissons maintenant les points à traiter.

Il faut donc avancer et prendre les mesures nécessaires pour que s'arrêtent ces manifestations déplorables qui se finissent systématiquement par des dégâts et dommages corporels et économiques pour les citoyens et les forces de l'ordre.

Il y a des dispositions à prendre, que le gouvernement les prenne et qu'on en finisse avant que ça s'aggrave encore plus.

[P. Nom]

Lundi 11.02.19

19. Manuscrit, 25 lignes, 199 mots

- Diminuer fortement le nombre de députés, sénateurs, conseillers régionaux et élus des communautés urbaines ou de communes.
- Limiter le nombre de mandats de tous les élus.
- Supprimer les avantages des anciens présidents après quelques années (5 ans par ex).
- À plus long terme, supprimer départements, cantons, communes pour ne garder que 3 niveaux (communautés de communes, régions, État).
- Pour la fiscalité :
 - Créer 1 ou 2 tranches supplémentaires de l'impôt sur le revenu pour taxer les plus riches.
 - Rétablir l'ISF mais, en contrepartie, que tout le monde paie au moins un peu d'impôt sur le revenu.
 - Taxer les revenus financiers.
 - Taxer les GAFA et autres sociétés sur toutes les activités qu'elles font sur notre territoire.
 - Supprimer les niches fiscales aux plus riches.
- Pour les retraites et les salaires :
 - Limiter les cumuls des retraites et les cumuls retraite/travail à 15 000 € par mois.
 - Indexer les retraites sur les hausses des prix.

- Limiter les hauts salaires au niveau de celui du président de la République.
- Lutter contre les déserts médicaux en obligeant les jeunes médecins à faire 3 ou 5 ans dans ces zones.
- Supprimer les allocations familiales aux plus riches.

20. Dactylographié (2 pages), 47 lignes, 597 mots (homme)

Contribution au grand débat national

Je suis retraité depuis plus de 25 ans.

Depuis 10 ans, j'ai vu mon pouvoir d'achat régulièrement baisser, sous Sarkozy, Hollande et maintenant Macron.

Ça a été l'imposition du supplément familial de traitement pour 3 enfants et plus, les hausses d'impôt de Hollande, en particulier la nouvelle cotisation CASA, le calcul des augmentations de retraite sur la base de l'inflation au lieu des salaires, l'augmentation de la CSG en 2018, le blocage des retraites et maintenant une augmentation de seulement 0,3 % en 2019 et 2020 alors que l'inflation est de l'ordre de 2 %.

Résultat, au moins 10 % de baisse de mon pouvoir d'achat.

C'est d'autant plus scandaleux que, dans le même temps, les salaires déjà flamboyants des PDG des entreprises du CAC 40, pour ne citer qu'eux, ont augmenté de 12 % en 2018, et les dividendes versés aux actionnaires sont de l'ordre de 57 milliards, alors que dans le même temps 15 000 emplois ont été supprimés dans ces mêmes entreprises.

Mieux, en 2018, M. Macron a supprimé l'impôt sur la fortune, ce qui permet aux grosses fortunes d'engranger d'énormes bénéfices, après les cadeaux du CICE.

Ces milliards sont-ils allés à l'emploi comme le prétend notre président ? Non, cela se verrait !

Je considère que pendant mon activité salariée, j'ai contribué, à mon niveau, au redressement de la France, ruinée par la 2^{ème} Guerre mondiale ; on m'a même envoyé en Algérie 2 ans pour soi-disant défendre le drapeau français, alors qu'il s'agissait en fait de protéger les riches colons (déjà) ; je n'ai donc pas de leçon de patriotisme à recevoir.

Devant la montée en puissance des « Gilets jaunes », M. Macron a consenti, dit-il, à augmenter le SMIC de 100 euros par mois ; mais outre le fait que 50 % de ceux qui pourraient y prétendre en sont exclus, ce sont les contribuables qui vont le financer ; les patrons : rien.

La non-imposition des heures supplémentaires, certes certains salariés vont en bénéficier, mais ce sont les patrons qui se frottent les mains : inutile comme cela d'augmenter les salaires et mieux vaut faire faire des heures supplémentaires, non imposées, que d'embaucher un salarié : bonjour l'augmentation du chômage.

M. Macron, vous êtes bien LE PRÉSIDENT DES RICHES et ce pseudo débat national, c'est du « pipeau ».

Sinon comment interpréter votre proposition d'un grand débat sur la fiscalité, alors que vous excluez d'office celui sur le rétablissement de l'ISF, alors qu'il est au centre des revendications exprimées par les « Gilets jaunes ».

Les revendications, pas besoin de ce débat factice, vous les connaissez.

Elles vous ont été signifiées par les syndicats, les associations, les partis politiques et par les multiples pétitions qui vous ont été adressées.

Elles sont résumées dans ce slogan : JUSTICE FISCALE.

Les retraités, comme les actifs, veulent bien payer leur part, toute leur part car nous avons besoin de services publics, qui n'arrêtent pas de se dégrader d'ailleurs, mais à condition que chacun paye sa juste part en fonction de ses revenus.

Est-il normal, par exemple, que M Bernard Arnault ait engrangé tant de milliards de bénéfices en 2018 pour devenir 1^{ère} fortune de France ?

Est-il normal que 26 milliardaires dans le monde accumulent autant que la moitié de la population mondiale ?

Dans quel monde vivons-nous ?

Vous vouliez un débat, je livre mon point de vue.

Mais je ne me fais pas d'illusions ; on connaît déjà sa conclusion : la poursuite de la désagrégation du monde du travail au profit des plus riches.

Mr [Prénom NOM, Adresse]

[Signature]

21. Manuscrit (copie, 2 pages, agrafé), 50 lignes, 461 mots

[P. NOM]

Si on augmente le SMIC, automatiquement les charges sociales vont aussi augmenter et, du coup, les produits vendus.

Diminuer les loyers ?

Pendant que M. Chirac était président, il me semble avoir entendu une loi disant que les piétons traversant à moins de 8 mètres d'un passage piétons [devaient] avoir une amende.

La redevance TV est trop chère, que des rediff... Il me semble qu'il avait été dit : « plus de publicité après 20h30 ? ».

Pourquoi ne prenons[-nous] pas les élèves des lycées prof. pour repeindre, monter un échafaudage, faire de la maçonnerie, ou autre ? Ils seraient dans le vif du sujet et prépareraient leur avenir pendant les vacances scolaires.

Pourquoi, quand on décide de faire construire une maison, les architectes ne font pas des plans avec des panneaux photovoltaïques, des récupérateurs d'eau, des pompes à chaleur, etc. ?

Pourquoi ordonner les routes à 80 km/h immédiatement et les pesticides [à] 3 ans ?

Comment faire sans les bénévoles ?

Le vandalisme des radars va sûrement occasionner des accidents à leur remise en marche.

Les responsables des immeubles écroulés à Marseille vont-t-ils payer ?

Les habitants de Lille, ou Marseille, les Bretons, les Alsaciens, n'ont pas les mêmes problèmes pour leurs régions.

Pourquoi les représentants de l'État ont voiture, chauffeur, carburant, etc. pour aller travailler ?

Quelle est la moyenne de salaire des représentants de l'État et chefs de cabinet ? Et les heures supplémentaires.

Quelles sont les fonctions d'un député ?

Quel est le rôle d'un ministre de l'Europe et son salaire ? Pourquoi les représentants de l'Europe n'arrivent-ils pas à mettre tous les pays au même prix horaire ?

Il faudrait penser à s'occuper des droits de l'homme et le transformer en droit de la femme et de l'homme.

À combien revient l'entretien des résidences de l'État ?

Pourquoi dans l'EuroMillions il n'y a qu'une personne qui reçoit le gain, 120 millions, au lieu de 120 personnes qui auraient 1 million ?

Pour aider la SNSM, mettre une taxe sur les bateaux. On crie après les sacs plastiques que l'on retrouve dans les estomacs des poissons et autres, et on dit rien pour les ballons ?

Pourquoi n'oblige-t-on pas les végétaux arrivant sur le sol français d'être traités contre les insectes ?

Quel est le salaire des représentants syndicaux (CGT) ?

Quel est le salaire des présentateurs, animateurs TV ?

En ce moment où les « Gilets jaunes » veulent l'égalité, pourquoi ne parle-t-on pas du foot, tennis, Formule 1, etc. (impôts)? Michel Polnareff est venu en France pour vendre CD. Combien va-t-il payer d'impôt ? Comme d'autres vedettes qui passent moins de 6 mois en France.

Quel est le prix d'un abonnement dans un stade de n'importe quel sport ? les supporters ont les moyens.

22. Manuscrit (lettre de 5 pages numérotées, collée), 103 lignes, 890 mots (homme)

[Prénom Nom, Adresse]

Vers une sixième République ?

Débattre? Mais de quoi au juste? De la nécessité de combattre toutes les inégalités qui gangrènent depuis fort longtemps la société française ; qu'elles soient financières, fiscales, voire politiques... De mieux rétribuer le travail, de taxer un peu plus le capital, de stopper et combattre aussi bien l'évasion que l'optimisation fiscales... De la nécessité de favoriser réellement l'égalité entre les femmes et les hommes, d'offrir les mêmes chances aux plus jeunes... Finalement de permettre à chacun, chacune de vivre décemment et de prendre part pleinement au fonctionnement démocratique des différentes institutions politiques.

Débattre de quoi encore ? De l'impérieuse obligation de préserver l'environnement, de mettre fin à la fois au gaspillage des ressources naturelles, à la pollution qu'elle soit industrielle ou agricole, aux disparités qui subsistent entre pays pauvres et pays riches et à celles qui, sur le territoire national, ne cessent de se creuser entre le monde rural et les centres urbains...

Et la liste des réformes à engager ne s'arrête pas là, tant l'état de notre planète et la situation dans laquelle se trouve notre pays sont préoccupants. Le constat, maintes fois répété par les scientifiques, les économistes, les défenseurs de l'environnement, les partenaires sociaux, est connu aujourd'hui de tous. Il est le résultat d'une pensée : l'ultra-libéralisme, un système mortifère voulu et développé par une minorité pour satisfaire ses propres intérêts au détriment du reste de l'humanité. Cette même minorité de libertariens qui prétend avec un certain aplomb que tout est compliqué et fragile, qui n'hésite pas à brandir l'éternel chantage à l'emploi.

On a entendu au dernier forum de Davos que "taxer les plus hauts revenus n'a jamais contribué à la croissance". Mais l'a-t-on déjà fait ?

En 2018, les dividendes mondiaux ont atteint un record, à 1312 milliards d'euros, chiffre publié le 18 février dernier.

En France, c'est le même système, entretenu depuis si longtemps qui, à quelques exceptions près, produit les mêmes effets : accroissement des inégalités, appauvrissement d'une partie de la

population, démocratie confisquée, recul des services publics au nom de la sacro-sainte rentabilité, injustice fiscale, etc.

Alors de qui se moque-t-on ? Faut-il encore en débattre alors qu'il y a urgence, que les jeunes générations et les plus démunis d'entre nous nous pressent d'agir vite et d'engager de véritables réformes ?

À moins que ce soit là encore une de ces ruses empruntées aux méthodes politiques de l'"ancien monde" dont notre jeune prince avait hier encore la prétention de nous débarrasser ? Comment pourrait-il réellement le faire, lui qui en est issu ?

Pourtant il en a le pouvoir, du moins constitutionnellement. Peut-être est-ce là, du reste, l'un des problèmes majeurs auxquels nous sommes aujourd'hui confrontés en France, même s'il faut bien admettre que tout ne se décide pas au sein de l'hexagone.

Rétablir une véritable démocratie populaire, tel est bien le grand chantier qu'il faut ouvrir en ce début du 21^{ème} siècle.

Comment continuer d'accepter qu'un candidat, élu par défaut, puisse imposer ses choix politiques alors qu'il n'a recueilli que 24 % des voix au premier tour de l'élection présidentielle, rassemblant 8,7 millions de Français sur un total de 47,5 millions d'inscrits ? Le "coup d'État permanent", décrié autrefois, ne peut plus se justifier aujourd'hui. L'actuelle constitution écrite à une autre époque, sur mesure pour l'homme providentiel que fut le général de Gaulle doit être réajustée par les constitutionnalistes. Réajustée pour tenir compte de l'évolution de la société, des aspirations des citoyens à conduire leur propre destin, de l'influence exercée par l'environnement international.

Dans ce contexte, il conviendrait de remettre à plat une partie de nos institutions, de modifier la loi électorale pour améliorer notamment la représentation nationale par l'introduction a minima d'une part de proportionnelle aux élections législatives, de réduire les prérogatives du président de la République (sans nécessairement revenir à la 4^{ème} République), de rééquilibrer les rôles de l'exécutif et du législatif, de renforcer les pouvoirs des organes de contrôle, de permettre l'existence de réels contre-pouvoirs, etc.

L'adoption du référendum d'initiative populaire, la séparation de la durée des mandats du président et de l'Assemblée nationale, la limitation du nombre de mandats pour tous les élus... sont autant de pistes de réflexion à explorer.

Comme il paraît indispensable de réexaminer l'organisation territoriale de la France afin d'en diminuer les coûts et d'en faciliter à la fois le fonctionnement et l'efficacité. Il faudra bien admettre qu'entre les communes, les communautés de communes, les départements et les régions, il existe un échelon de trop. De la même manière, il faudra bien s'interroger sur le rôle du Sénat qui est censé les représenter. Là encore, ce dispositif éloigne le pouvoir du citoyen, quand il n'abandonne pas l'administré livré aux errements d'un système souvent kafkaïen.

"Le propre de la période, écrivait Françoise FESSOZ dans le journal le Monde du 30 janvier 2019, c'est qu'on n'est plus sûr de rien. Tout ou presque est en déconstruction, ouvert au débat, soumis au doute". Le doute. Voilà bien la préoccupation qui devrait habiter chacun de ceux ou celles qui détiennent la moindre parcelle de pouvoir.

À défaut, c'est aux citoyens de leur rappeler à tout moment et dans le cadre d'une constitution adaptée, qu'ils ne sont dans les palais de la République, les hôtels des assemblées locales et les mairies, que de simples locataires.

C'est là, tout l'enjeu de la 6^{ème} République.

[Signature]

[Prénom Nom]

23. Manuscrit (6 pages), 160 lignes, 1198 mots (femme)

Thème : Fiscalité

ISF : je soutiens le fait que les entreprises qui investissent dans l'économie française ne paient pas l'ISF. Aussi chaque citoyen qui doit de "l'ISF" doit la payer et, si la personne investit dans l'économie française, on lui "restitue" l'ISF payé dans l'année. Cette preuve d'investissement dans l'économie "réelle" doit être apportée chaque année.

Impôts : rétablir les tranches supprimées afin que chaque citoyen soit traité "équitablement" en fonction de ses revenus sans que cela ne soit une "punition".

APL : rétablir les droits APL des personnes qui en ont le + besoin (supprimer les "-5 €")

CSG : est un impôt proportionnel mais qui affecte trop les "petits revenus". Pourquoi ne pas instaurer des tranches ?
Les 1,7 % devraient être affectés en globalité aux EHPAD.

TVA : devrait être baissée pour les produits de 1^{ère} nécessité et augmentée pour les produits de luxe.

Taxe sur les transactions financières à 0,1% des opérations.

Salaires de très hauts fonctionnaires et avantages : à réduire.

Rigueur dans les dépenses de l'État ; que le Président et les ministres donnent l'exemple comme l'avait fait, en son temps, le général de Gaulle. Piscine, vaisselle, moquettes, tableaux... : si l'État est en faillite, il doit économiser.

Agences de l'État : elles coûtent très cher et sont peu efficaces (environ 50 milliards par an pour 1 à 2 réunions par an pour certaines agences !...), c'est scandaleux !!! Plus de la moitié de ces agences pourrait être supprimée.

Fonctionnaires expatriés : étudier la justification de l'indexation des salaires (x 1,5 à 1,9 %) et des avantages.

Transparence des finances de l'État : rendre des comptes plus détaillés et par année sur l'utilisation des finances en euros et non pas en pourcentage "à la louche".

Démocratie et citoyenneté

La citoyenneté doit être "enseignée" pour

- participer aux débats publics,
- apprendre à "prendre la parole" en public.

L'État est "vertical".

L'école est "verticale".

Le Grand débat : les questions qui sont posées sur le "site" sont des QCM et les questions sont formulées pour "orienter" les réponses.

Merci aux Gilets jaunes "démocratiques" qui ont permis d'arriver à ces cahiers de doléances.

J'espère que ces cahiers seront lus et qu'ils permettront une avancée de notre pays.

Syndicats : leur redonner leurs missions premières ; actuellement le gouvernement veut supprimer les syndicats des commissions paritaires dans les instances de fonctionnaires (à l'image des maires que l'on a ignorés et que le président vient chercher maintenant).

Vote : il devrait être "obligatoire" avec sanctions si le citoyen ne se déplace pas MAIS le vote blanc doit être comptabilisé ; ainsi, on saura avec quel pourcentage réel 1 président est élu.

Cahier d' Angoulins

De ce fait, il ne pourra plus se prévaloir d'avoir été élu à la "majorité" pour mettre en œuvre ses idées (dernier exemple M. Macron / Mme Le Pen).

Lois : information sur les lois applicables ; "nul n'est censé ignorer la loi" mais on n'a pas 1 accès simple aux lois votées : "le Journal officiel" est trop complexe pour le citoyen ordinaire et les informations ne sont pas données aux journaux télévisés.

Exemplarité de l'État : le pouvoir n'est pas "exemplaire" dans ses faits et gestes. Dans leurs paroles, nos dirigeants se permettent d'avoir des propos méprisants envers le peuple (et envers les "Gilets jaunes") actuellement. Les ministres, président, députés, sénateurs doivent tenir des propos "apaisants" et "rassembleurs" plutôt que "jeter de l'huile sur le feu". L'exemple doit aussi être donné à l'Assemblée nationale, au Sénat, et sur les plateaux de TV. Il est inadmissible que les politiques s'invectivent et ne s'écoutent pas. Ils ne se respectent pas et donc, ne respectent pas leurs électeurs.

Audit de l'État : chaque année, un audit financier et moral devrait être communiqué aux citoyens.

Organisation de l'État

Sénat : il faut le garder ; c'est le seul lieu de contre-pouvoir actuellement puisque l'Assemblée nationale a 350 députés à la solde du gouvernement.

Parlementaires : peut-être en diminuer le nombre ? Devraient fournir les justificatifs de leurs dépenses et cela devrait être contrôlé systématiquement.

Le mandat présidentiel qui a été ramené de 7 à 5 ans a été 1 erreur puisque les députés sont élus dans la "foulée" et sont donc du même parti que le président ; il n'y a plus de contre-pouvoir. L'Assemblée est devenue 1 chambre d'enregistrement de ce que décide le président.

Service public : on doit retrouver de l'humain dans les démarches administratives. On ne doit plus demander obligatoirement des inscriptions par "Internet" ; trop de territoires n'ont pas "Internet". Exemples :

- Promot pour les liens entre enseignants et les familles,
- cartes grises,
- pièces d'identité,
- inscription Pôle emploi,
- demandes auprès de la CAF,
- inscription en fac,
- demandes d'aides du CROUS,
- rendez-vous médicaux,
- etc.

Il n'est pas normal qu'à la "campagne" les citoyens aient à faire 10, 15, 20 km ou plus pour trouver les services publics.

Transition Écologique

- Nos gouvernants ne voient l'écologie [que] punitive par les taxes en tout genre. Ces taxes ne "règlent" en rien la pollution et sont détournées sur d'autres budgets.
- Il faut intégrer l'écologie dans la vie de tous les jours, dans la citoyenneté.

Bus/trains

- Remettre des bus à des horaires adaptés aux salariés.
- Remettre des bus dans les campagnes.

Cahier d' Angoulins

- Remettre des trains qui s'arrêtent dans des petites villes. Exemple : train La Rochelle/Bordeaux : impossible à utiliser si on veut travailler à Bordeaux, horaires non adéquates).

Poubelles : les couleurs des bacs de poubelles de tris ne sont pas harmonisés en France. Pourquoi ? 1 poubelle de papier est "verte" par ici, "jaune" par là...

Camions : il faudrait taxer tous les transporteurs routiers de marchandises qui traversent la France pour aller du Portugal, d'Espagne, d'Italie, d'Allemagne, vers les autres pays européens. Cela redonnerait de la compétitivité aux transporteurs français et l'argent pourrait servir à l'investissement sur l'écologie.

Ferroutage : mettre en place du ferroutage.

Électricité : M. Macron veut investir dans la production de batteries électriques. C'est un contresens : la production est polluante et coûteuse pour la planète :

- utilisation de terres rares,
- aucune solution de recyclage des batteries,
- si tous les Français ont une voiture électrique et la branchent le soir, en revenant chez eux, il n'y aura pas assez de production d'électricité.
 - Construction de nouveaux EPR ?
 - Pollution des pays qui fournissent l'uranium.
 - Pollution des sous-sols où l'on stocke nos déchets nucléaires pour des millénaires.
 - Risques pour la population (idem à Fukushima...).
 - Manque de transparence sur les accidents nucléaires en France (Tricastin en janvier 2019).

Éoliennes : est une solution mais pas assez développée et l'inconvénient est que l'électricité ne se stocke pas.

Centrales hydrauliques : à développer. Moteurs à hydrogène.

Alimentation : nous faisons "mourir" nos enfants avec tous les adjuvants et autres conservateurs qui sont dans notre alimentation. Il devrait être PRIORITAIRE d'arrêter tout cela.

Environnement : suppression immédiate et définitive du glyphosate et des néonicotinoïdes, ainsi que de tous les produits qui tuent chaque jour des milliers d'insectes, d'oiseaux...

J'espère que toutes les contributions écrites par tous les citoyens permettront de faire avancer la France.

Le 21/02/2019

[Prénom NOM, Adresse]

24. Dactylographié (3 pages cotées et paraphées et lettre jointe), 115 lignes, 1569 mots (femme)

[Lettre d'accompagnement]

[Prénom NOM, Adresse, photocopie de la carte d'identité]

Monsieur,

Je pensais que nous avons encore du temps pour rédiger nos souhaits. La date limite ayant été déplacée, je me suis rendue hier, mercredi 21 février, en mairie d'Angoulins. La secrétaire m'a informée que le cahier de doléances était parti en préfecture le matin même.

Aussi je vous serais reconnaissante de prendre en compte mes doléances. Vous avez à votre disposition une facture gaz prouvant ma domiciliation et ma carte d'identité, du moins la copie. Mes sentiments respectueux.

[Prénom NOM]

[Signature]

[Pièce jointe à titre de justificatif de domicile : facture de gaz]

[Prénom NOM, Adresse]

Mercredi 21 février 2019

MA CONTRIBUTION AUX CAHIERS DE DOLÉANCES

Tous les plans sur la comète peuvent être envisagés, les plus réalistes, comme les plus utopiques, mais une question me taraude depuis cinquante ans : quelle terre allons-nous laisser aux générations futures ? Aucun combat aux côtés de mes amis d'hier et de mon compagnon de toujours n'a servi à faire bouger les choses : les méfaits du capitalisme qui broient l'homme et la nature n'ont fait qu'enfler au fil du temps. Grande débandade en vue...

Et si l'homme continue à se saborder et disparaît complètement du paysage (et quel paysage !), pourquoi faudrait-il plancher aujourd'hui sur l'organisation de notre petit pays ? Il est urgent de replacer l'homme au sein de la planète, non pas en son centre. Assez de jouer les apprentis sorciers. C'est beau la vie.

Stopper la machine capitaliste. Prendre le temps de repenser notre monde. En un mot ralentir pour mieux agir.

Ce qui me frappe c'est que les décideurs, les politiques, ceux qui « conduisent » notre pays sont impuissants, complètement étouffés par le monde des affaires, de la finance et des lobbies. Face à cette impuissance, le peuple tape aujourd'hui du poing sur la table. Étonnant, non ? Le peuple aurait-il une longueur d'avance sur le pouvoir en clamant qu'on ne peut continuer comme ça... ? Alors écoutons-le. Même s'il s'exprime parfois violemment ou maladroitement, il a à dire. Les nantis qui sont souvent les hommes de pouvoir ne voient pas plus loin que leur nombril, soit l'héritage sonnante et trébuchant qu'ils laisseront à leurs propres enfants.

Étonnant ce soulèvement populaire ? Pas tant que cela ! Souvenons-nous : Liberté, Égalité, Fraternité, trois mots qui ont jailli de la conscience populaire. Trois mots dont s'enorgueillissent aujourd'hui ceux qui pourtant les bafouent à tour de bras. Même si leur parler choque ou dérape, les citoyens ont braqué les projecteurs sur des chemins à emprunter. Comme le dit si bien Oscar Wilde « Nous sommes tous dans le caniveau mais certains regardent les étoiles ».

Retour sur terre. Besoin de concret. Quelques convictions jetées sur le papier.

- Première décision : interdiction aux élus de recevoir des représentants des lobbies. Facile à appliquer, non ?
- Deuxième décision : escamoter le plus possible les ors du pouvoir. J'ai honte quand je vois un membre du gouvernement ou autre député parler dans une pièce dégoulinante de dorures. Là, la Suède ou le Danemark ont à nous apprendre. Moins de privilèges que diable. Alors, facile à appliquer, non ?
- Chantier primordial : refonte de la V^e République, pour faire jouer les contre-pouvoirs et donner plus de place au citoyen. On ne gouverne pas les doigts dans le nez avec un quart des voix. Adopter un système de tirage au sort partiel dans les assemblées au moins au niveau des communes. Que les élus soient des gestionnaires de talent et qu'ils s'inspirent des idées qui fourmillent chez les citoyens, car ils sont, eux, chaque jour en prise avec les réalités.

- Chantier immense et qui me tient à cœur : une méga-accélération de la transition écologique. On en connaît les rouages, faut-il les rappeler ? En vrac : soutien à l'agriculture biologique. Interdiction des pesticides et autres produits chimiques. Passer outre les lobbies en interdisant ce qui est dangereux pour l'homme et la nature, tant pour les pollutions agricoles qu'industrielles. Sinon, batterie de sanctions lourdes pour tout manquement. Gros effort de développement des énergies renouvelables, sources d'énergies qui peuvent être l'apanage des communes et des particuliers. Privilégier le végétal et bannir le plus possible le minéral pour lutter contre les inondations catastrophiques. Développer judicieusement les transports en commun. En favoriser la gratuité dans les villes. Multiplier les pistes cyclables et les systèmes de navettes avec parkings extérieurs. Ce sont des préalables évidents pour que les gens utilisent moins la voiture. Aider la recherche et la création dans le domaine écologique et favoriser ainsi l'émergence des métiers nouveaux, etc.
- Chacun doit être impliqué. D'où un grand travail d'information auprès des citoyens et élus locaux, et l'instauration d'aides pour les efforts d'aménagement et d'équipement.
- Que le gouvernement soit curieux et envoie des émissaires partout dans le monde où des expériences ont été menées et ont donné des résultats tangibles. Il faut sortir de sa cage dorée. Pourquoi ne pas être accompagné de citoyens au cours de ces missions ? -
- Je crois beaucoup en l'initiative individuelle dans le domaine de l'environnement : beaucoup de gens se sont attelés à faire bouger les choses de par le monde. Il faut que cela fasse bouler de neige, d'où un travail important d'information où les médias ont un grand rôle à jouer. On perd du temps précieux à bavasser sur les people !
- Limitons notre consommation. C'est au citoyen d'avoir cette prise de conscience, de boycotter ceux qui usent et abusent pour s'enrichir. Surveillons notre alimentation et limitons les biens de consommation superflus. C'est à l'État de contrôler l'impact de la publicité, d'interdire l'utilisation des enfants dans la pub, de sanctionner les publicités mensongères. Pas un panneau publicitaire en Hollande ou encore, tout près de nous, sur l'île de Ré. C'est donc possible de vivre sans !
- Arrêtons la multiplication des grandes surfaces, grands fournisseurs de biens de consommation superflus et de piètre qualité (voir les scandales alimentaires). C'est la course au profit des grands groupes et se sont les plus modestes qui en pâtissent. La relation directe entre producteur et consommateur doit primer.
- Alors que les élus ont plein la bouche du mot « territoire », refaisons vivre les territoires, partout en France, dont on aime dire que « c'est un beau pays » alors que bien des endroits se meurent car par trop abandonnés. Cela passe par l'aide à l'installation de petites entreprises dans des coins reculés, à l'image par exemple du Jura, qui n'est pourtant pas un territoire toujours facile d'accès. Cela passe de plus par un réseau de transports en commun digne de ce nom (pas si mal les michelines d'antan !), à l'image de la Suisse et de ses petites lignes de train. Alors, si emplois et transports il y a, le reste pourra suivre : ne serions-nous pas plus heureux dans une petite commune où tant de maisons anciennes pourraient retrouver locataires. Il faut favoriser un aménagement équilibré et harmonieux du territoire, impossible sans équipement sanitaires et sociaux. La poste a disparu, le médecin est à perpette... Personne ne peut nier que c'était mieux avant dans ce domaine, en particulier pour les relations humaines, car on a relégué l'humain au dernier rang. Même si le web est un vecteur supplémentaire à ne pas négliger dans cet effort de décentralisation.

Égalité. Fraternité. Le partage des richesses est une obligation morale

- Fuites fiscales, course au profit. Arrêtez ça ! Aider les plus démunis, apporter notre soutien au tiers monde, n'est-il pas un devoir primordial ? Cessons de jouer les donneurs de leçons et de nous positionner comme les gendarmes du monde quand la situation se crispe ici et là.

C'est en amont qu'il faut agir. René Dumont n'a pas été entendu en son temps, hélas... C'est aussi un préalable indispensable à la limitation de l'immigration. Mais il faut bien dire et redire que l'immigration a été et est nécessaire au bien-être de la France. Sans elle nous ne serions pas si florissants.

Donner une dimension humaine à l'Europe

- En développant les expériences telle Erasmus pour les étudiants, cette dimension humaine prendra corps. C'est possible dans l'éducation nationale. Pourquoi pas dans d'autres domaines grâce à des échanges culturels, environnementaux, économiques ou sociaux ?
- Développer une défense européenne, qui permettrait des économies au niveau national et qui renforcerait notre identité européenne.

Miser sur l'éducation pour faire bouger les lignes

- Revoir l'enseignement scolaire, le repenser en apprenant à l'enfant à être autonome, à s'organiser, à développer son esprit critique, à penser par lui-même, à se confronter directement aux choses. La méthode Freinet a fait ses preuves, pourquoi ne l'avoir que rarement appliquée ? Pourquoi ne pas penser à un enseignement moins théorique, car un enfant assis toute la journée sur une chaise peut-il être heureux d'apprendre, quand il se sent prisonnier dans son corps et sa tête ? Internet aurait-il alors autant de prise sur lui, s'il était un élève en mouvement ?
- Miser sur l'école pour une tête bien faite et pas seulement bien pleine, en amenant les élèves à s'ouvrir aux autres : le racisme, l'intolérance, le sexisme doivent faire débat dès le plus jeune âge. En outre, les débats philosophiques en primaire, je suis pour. Des expériences montrent qu'ils adorent et que cela les nourrit favorablement.

Quelques convictions jetées sur le papier. Il y a bien d'autres sujets de réflexion, réflexion qui doit évidemment engendrer l'action. Mais la question principale aujourd'hui reste la défense de l'environnement, la préservation de la planète Terre. Là, pas question de réfléchir, il faut agir sans tarder. Pitié, ne laissons pas les déchets nucléaires empoisonner les générations futures !

[Prénom Nom] [Signature]

[FIN]